

[NOTE: VERIFIER A L'AUDITION]

**16^e réunion du Conseil de Coordination du Programme
Montego Bay, Jamaïque, 14 décembre 2004**

**Discours de
Peter Piot
Directeur exécutif de l'ONUSIDA**

Madame le Président
(Mesdames et) Messieurs le Premier Ministre et les Ministres
Mesdames et Messieurs les Membres du CCP
Chers collègues et amis,

Me permettez-vous, Votre Excellence, de commencer par vous remercier, vous-même, ainsi que Monsieur John Junor, Ministre de la Santé de la Jamaïque et, bien sûr, le Gouvernement et le peuple jamaïcain, d'avoir bien voulu inviter, au nom de la région des Caraïbes, le Conseil de Coordination du Programme de l'ONUSIDA à tenir sa 16^e réunion dans votre pays.

Le SIDA dans les Caraïbes et en Jamaïque

C'est aujourd'hui la première fois que le Conseil de Coordination du Programme se réunit dans les Caraïbes – et je pense que le moment est très bien choisi. Tandis que le monde a les yeux fixés sur les épidémies en plein essor de l'Inde et de la Chine, les Caraïbes, dont le taux estimatif de prévalence du VIH parmi les adultes est de 2,3%, arrive en deuxième position après l'Afrique subsaharienne pour les taux de VIH, et les infections par le VIH sont en constante augmentation. Il y a exactement deux semaines, l'ONUSIDA et l'OMS ont livré les derniers chiffres : lesquels indiquent que, dans les Caraïbes, le SIDA constitue la première cause de décès chez les adultes de 15 et 44 ans. On est également fondé à affirmer que ces taux de prévalence poursuivent implacablement leur ascension dans la majorité des pays des Caraïbes.

Et pourtant des progrès importants ont été enregistrés dans certains pays. Si l'on peut encore noter des lacunes dans les financements, des progrès importants de la mobilisation des ressources ont été enregistrés. Celles-ci proviennent notamment de la Banque mondiale, du Fonds mondial de lutte contre le SIDA, la Tuberculose et le Paludisme, ainsi que d'autres donateurs. Ces progrès se vérifient également au sein de la région, principalement grâce à la Communauté des Caraïbes (CARICOM) – dont je voudrais remercier tout particulièrement le Sous-Secrétaire général à la Santé et au Développement, le Dr Eddie Green. La clé de voûte de l'action régionale en faveur de la lutte contre le SIDA a été le Partenariat Pan-Caraïbe contre le VIH/SIDA (PANCAP), lancé en février 2001 par les Premiers Ministres de la Barbade et de Saint-Kitts-et-Nevis, Sir George Alleyne, alors Directeur de l'Organisation panaméricaine de la Santé, et moi-même. Le PANCAP a considérablement accéléré la riposte régionale au SIDA constituant une référence pour l'action commune menée par le cadre stratégique de la lutte contre le SIDA dans la région. Je suis aussi très heureux d'annoncer que le PANCAP et ses organisations membres, notamment la Coalition des Coordonnateurs de programmes nationaux de lutte contre le SIDA dans les Caraïbes, qui aident désormais les pays à obtenir l'assistance technique dont ils ont un urgent besoin, en faisant appel essentiellement aux capacités nationales. J'aimerais aussi souligner le travail extrêmement important effectué par le Réseau régional des Caraïbes des personnes vivant avec le VIH/SIDA pour faire entendre la voix de ceux qui vivent avec le virus ici, dans les Caraïbes.

Je souhaite également rendre un hommage particulier à l'Envoyé spécial des Nations Unies dans les Caraïbes pour les questions relatives au SIDA, Sir George Alleyne. Il s'est fait l'avocat infatigable des pays de cette région afin qu'ils puissent réaliser les objectifs de la Déclaration d'engagement des Nations Unies sur le VIH/SIDA.

Un des principaux défis pour les Caraïbes, comme pour tant d'autres régions, est de multiplier ces exemples de leadership, car ceux-ci devraient être la règle, non l'exception. Et comme toutes les autres régions du monde, les Caraïbes doivent prendre à cœur le combat, si nécessaire, contre la stigmatisation et la discrimination qui permettent au VIH de se propager de façon aussi pernicieuse. Il faut pour cela répondre aux besoins des groupes de population qui courent des risques particuliers d'être infectés par le VIH, notamment les hommes qui ont des relations sexuelles avec des hommes. Ceux-ci ont trop souvent été ignorés par les programmes de lutte contre le SIDA, quand ils n'étaient pas persécutés. Le mois dernier, le Premier Ministre de Saint-Kitts-et-Nevis, Monsieur Denzil Douglas, a été l'hôte, conjointement avec le Royaume-Uni, d'une conférence régionale historique et de haut niveau sur la stigmatisation et la discrimination, qui a souligné la nécessité de créer un cadre législatif encourageant la solidarité et de modifier les lois si nécessaire.

Les six derniers mois – une ère nouvelle dans la riposte au SIDA

Nous vivons une époque où des opportunités sans précédent de riposter à l'épidémie de SIDA se font jour. Les ressources se sont accrues considérablement, ainsi que l'engagement politique et les activités communautaires. C'est un temps de réformes accélérées au sein des Nations Unies, qui vont de l'importance accrue accordée par le Groupe de développement des Nations Unies et le Conseil des chefs de secrétariat à la programmation conjointe des pays, à l'intensification de la cohésion de la riposte des Nations Unies en Afrique australe et au rapport du Groupe de haut niveau sur les menaces, les défis et les changements présenté début décembre au Secrétaire général – rapport qui reconnaît clairement que le SIDA représente un nouveau type de menace pour la sécurité mondiale en ce début du millénaire. Le Groupe recommande en fait qu'un second débat sur le SIDA ait lieu au Conseil de sécurité des Nations Unies, celui-ci devant être organisé conjointement avec l'ONUSIDA.

Au Conseil de Coordination qui se tiendra en juin de l'année prochaine, je donnerai une vue d'ensemble circonstanciée de toutes les activités entreprises par l'ONUSIDA pendant la première année de l'actuelle période biennale. Mais je saisis l'occasion qui m'est offerte aujourd'hui pour vous livrer mes réflexions sur quelques-uns des développements majeurs qui se sont produits depuis la réunion du Conseil de Coordination en juin de cette année et de vous rendre compte des progrès réalisés depuis dans les domaines prioritaires les plus marquants.

Peu après cette réunion, l'ONUSIDA effectuait le lancement de son Rapport mondial sur l'épidémie de SIDA, juste avant la Conférence internationale sur le SIDA de Bangkok, au cours de laquelle nous rendions publiques les statistiques sur la situation de l'épidémie pays par pays. Il y a deux semaines aujourd'hui, nous avons fait connaître la dernière mise à jour qui indique que le nombre d'infections par le VIH et le nombre de décès est plus élevé que jamais auparavant.

Ces chiffres nous ramènent à la réalité et nous rappellent que nous devons passer des tactiques aux stratégies, comme je l'ai déclaré dans mon allocution de clôture à Bangkok. Nous devons nous investir à long terme et, dans le même temps, gérer la crise dans l'immédiat. Cet effort nous demande

- De financer de bout en bout la riposte au SIDA ;
- De faire véritablement confiance au secteur public et aux capacités des communautés à lutter contre l'épidémie de SIDA ;

- D'accélérer les investissements consacrés aux vaccins contre le VIH et aux microbicides, dont nous avons désespérément besoin ; et
- D'accepter pleinement le caractère exceptionnel du SIDA et le fait que, par conséquent, nous devons mettre sur pied des ripostes tout à fait exceptionnelles.

Nous devons donc nous occuper de la situation actuelle, qui est urgente, tout en planifiant l'effort soutenu qui sera nécessaire sur le long terme.

Dans les conditions actuelles, l'ONUSIDA doit remplir un triple rôle :

- Tirer le meilleur parti des crédits en faveur des populations en général ;
- Fournir une orientation rapide et accessible sur les politiques à suivre en ce qui concerne les principaux problèmes qui émergent actuellement ; et
- Plaider la cause du SIDA afin de maintenir la riposte très haut dans les ordres du jour nationaux et internationaux.

Tout d'abord, permettez-moi de vous parler de l'accent particulier que mettons sur les activités à l'échelon des pays : c'est là précisément qu'il importe de « faire travailler l'argent ». Comme nous en a prié le Conseil, et pour faire suite à l'évaluation sur cinq ans de l'ONUSIDA, nous poursuivons l'intensification de nos activités dans les pays, notamment par le biais des nos bureaux nationaux travaillant au sein du Système du Coordonnateur résident des Nations Unies. Le Secrétariat de l'ONUSIDA a continué de déployer ses Coordonnateurs dans les pays, auxquels les responsables du suivi et de l'évaluation, ainsi que les administrateurs chargés de la mobilisation sociale, prêtent leur soutien. Un domaine hautement prioritaire pour nous est l'aide que nous apportons aux pays dans le domaine de la coordination et de la gestion des afflux de ressources.

La note d'orientation de novembre 2003 de l'Administrateur du PNUD à tous les Coordonnateurs résidents des Nations Unies, ainsi qu'aux Equipes pays des Nations Unies, demeure un texte fondateur pour le renforcement des activités de l'ONUSIDA à l'échelon des pays, en ceci qu'elle place le SIDA au cœur même du fonctionnement des Equipes pays et renforce l'autorité des Coordonnateurs de l'ONUSIDA dans les pays. Chacun des Coordonnateurs de l'ONUSIDA dans les pays est désormais membre de l'Equipe pays des Nations Unies.

Il y a deux semaines, et afin de renforcer cette réforme, le Groupe de développement des Nations Unies et le Secrétariat de l'ONUSIDA ont formulé des orientations supplémentaires au sujet de la création de « Plans d'appui à la mise en oeuvre de la lutte contre le VIH/SIDA des Nations Unies ». Vous avez sans doute encore à l'esprit que ce plan a été élaboré suite à une décision spécifique prise par le CCP en décembre 2002, sur recommandation de l'équipe externe d'évaluation. L'objectif est d'assurer que l'expertise irremplaçable des Nations Unies soit fermement incorporée dans les ripostes nationales au SIDA et alignée sur les activités du Cadre d'aide au développement des Nations Unies. C'est là encore un pas vers l'implication de l'ensemble du système des Nations Unies dans les ripostes nationales au SIDA.

Les bureaux de l'ONUSIDA dans les pays ont intensifié notre collaboration avec le Programme multi-pays VIH/SIDA pour l'Afrique (MAP) de la Banque mondiale, et nous avons participé au réexamen du programme réalisé par le MAP lui-même. En particulier, le Secrétariat de l'ONUSIDA et les Coparrainants participent, sous la direction des autorités nationales, à des réexamens conjoints du MAP à l'échelon des pays.

Notre avons également intensifié notre soutien aux programmes de lutte contre le SIDA financés par le Fonds mondial de lutte contre le SIDA, la Tuberculose et le Paludisme et collaboré étroitement avec le Plan de secours d'urgence du Président des Etats-Unis aux victimes du SIDA.

Toutefois, dans de nombreux pays, le programme des Nations Unies pour la lutte contre le SIDA est encore insuffisamment intégré et manque de cohérence. Je reviendrai plus tard sur ce point.

Nous continuons la réorientation du soutien aux pays fourni par le Secrétariat de l'ONUSIDA à Genève, afin de rapprocher la prise des décisions des réalités ayant cours dans les pays. Dès le début du deuxième trimestre de 2005, nous établirons des Equipes de soutien régional dans toutes les régions, comme nous avons déjà commencé à le faire en Afrique australe. Ces nouvelles structures remplaceront les équipes ONUSIDA interpays qui existent actuellement et apporteront un appui technique aux Coordonnateurs de l'ONUSIDA dans les pays et aux Groupes thématiques des Nations Unies sur le VIH et le SIDA dans cette région. Les équipes de soutien régional ne donneront pas lieu à une couche bureaucratique supplémentaire. Au contraire, un grand nombre de fonctions remplies actuellement par le Secrétariat de Genève seront transférées à ces équipes.

Une des nouvelles priorités stratégiques de l'ONUSIDA est d'ajuster de plus en plus étroitement nos activités aux activités liées aux SIDA qui existent ou prennent forme actuellement dans la région. L'objectif essentiel des Equipes de soutien régional est de soutenir les bureaux de l'ONUSIDA dans les pays, mais elles tendront également à faciliter et à améliorer les travaux des bureaux régionaux des Coparrainants et d'autres institutions régionales.

J'ai déjà mentionné notre excellente collaboration avec CARICOM, ici, dans les Caraïbes et j'espère l'approfondir encore grâce au Partenariat Pan-Caraïbe contre le VIH/SIDA (PANCAP), qui est pièce maîtresse de notre action collective dans la région.

La riposte de système des Nations Unies au SIDA dans la région est passionnante à plusieurs égards. Ainsi l'UNICEF, avec le soutien du Secrétariat de l'ONUSIDA, a fait des progrès remarquables, notamment en mettant au point des programmes d'atténuation de l'impact du VIH et du SIDA sur les enfants et les familles, en particulier dans les communautés les plus vulnérables. En juin de cette année, l'UNESCO a lancé, avec CARICOM et la Banque interaméricaine de développement, un programme régional visant à donner aux pays les moyens de riposter au VIH dans le secteur de l'éducation.

La collaboration avec l'Union africaine s'est également intensifiée. Au niveau politique, « AIDS Watch Africa », un groupe de huit dirigeants africains, fournit un forum pour le développement de stratégies à l'échelle du continent sur des questions prioritaires, telles que les enfants orphelins en raison du SIDA et le renforcement des compétences nécessaires à la prévention et au traitement du SIDA.

Nous apportons également notre soutien à la Commission de l'Union africaine qui intensifie le suivi des activités de lutte contre le SIDA des pays et préconisons le lancement d'initiatives mondiales (telles que « 3 millions d'ici 2005 » – et les Trois Principes), le renforcement des capacités d'utilisation des ressources, l'harmonisation de l'aide des donateurs, et la coordination nationale des ripostes menées par plusieurs partenaires.

En Afrique australe, la région du monde la plus touchée, le Programme commun a accéléré l'approche régionale de la triple menace représentée par le SIDA, la difficulté des approvisionnements alimentaires et l'insuffisance des capacités gouvernementales. Cette approche est conduite par le Groupe des Directeurs régionaux sur le VIH et le SIDA, présidé par le Directeur de l'Equipe de soutien régional pour l'Afrique orientale et australe. Nous commençons déjà à constater certains résultats : la programmation conjointe interinstitutions privilégiera la mise en œuvre de domaines prioritaires, tels que les orphelins et les enfants vulnérables, « 3 millions d'ici 2005 » et la prévention du VIH. Une grande partie de l'élan donné à ces progrès vient de l'Envoyé spécial du Secrétaire général des Nations Unies pour les besoins humanitaires en Afrique australe et par le Directeur exécutif de Programme alimentaire mondial, Jim Morris.

Nous renforçons notre collaboration avec La Communauté des Etats indépendants qui consacrera une partie de son prochain Sommet dans la première moitié de 2005 à l'analyse et à l'amélioration des réponses régionales au SIDA.

Le Forum des dirigeants d'Asie Pacifique sur le VIH/SIDA et le Développement (APLF) intensifie actuellement le leadership régional et l'engagement à l'égard du VIH et du SIDA en réunissant une série de forums régionaux de haut niveau politique, comme par exemple la Réunion ministérielle Asie-Pacifique en juillet 2004, et en intégrant le VIH et le SIDA dans l'ordre du jour de la Coopération économique Asie-Pacifique (APEC).

La prochaine réunion annuelle du comité directeur de l'APLF qui se tiendra en Papouasie-Nouvelle-Guinée en février 2005 identifiera de nouvelles opportunités d'incorporer les questions relatives au SIDA dans les travaux des forums régionaux existants. Ce sera également l'occasion de mettre en lumière les défis que doit affronter la région du Pacifique, et la Papouasie-Nouvelle-Guinée en particulier.

Au début de l'année prochaine, je signerai un protocole d'accord avec la Banque asiatique de développement, qui permettra à l'ONUSIDA de collaborer avec la Banque en vue de créer un nouveau programme régional majeur pour le financement de subventions en faveur de la lutte contre le SIDA. Un tel programme vient en temps opportun, alors que les grands pays d'Asie prennent progressivement conscience de la menace que représente le SIDA pour leurs nations.

Renforcement des capacités et appui technique.

Une autre composante de soutien de système des Nations Unies au pays est notre initiative de renforcement des capacités et appui technique. Le Conseil de Coordination a souscrit aux initiatives que nous avons prises dans ce sens au cours de sa dernière réunion. Depuis le mois de juin, la mise sur pied de quatre services techniques régionaux a commencé et elle est en bonne voie, puisque le premier, en Afrique australe, deviendra opérationnel au cours du premier trimestre de l'année prochaine. Les trois autres, en Afrique de l'est, en Afrique centrale et de l'ouest et en Asie du sud-est seront tous opérationnels pendant le troisième trimestre.

Ces services seront gérés par des institutions existantes basées dans les quatre régions. Je souligne ce point, parce que nous entendons capitaliser sur les capacités existantes, plutôt que chercher à créer de nouvelles structures organisationnelles.

Les services de ressources techniques sont conçus pour

- Améliorer l'accès à un appui technique de qualité ;

- Renforcer la capacité des pays à gérer ce type d'assistance ; et
- Encourager tous les fournisseurs d'assistance technique dans les quatre régions à consolider l'harmonisation de leurs interventions et leur coopération.

Notre rôle en tant que Secrétariat de l'ONUSIDA consistera à fournir l'assurance de qualité, la mise en service et l'accessibilité par l'intermédiaire de tout un éventail d'acteurs.

Un autre, au niveau des pays, notre objectif consistera à proposer un seul point de distribution des services de l'ONU pour tout le soutien technique sur le SIDA, plutôt que les services fragmentés offerts par diverses activités du système des Nations Unies dans ce domaine.

Le potentiel humain

La crise chronique des ressources humaines en Afrique subsaharienne a été au premier plan des préoccupations en 2004. Le manque de personnel est sans aucun doute un des éléments majeurs des difficultés rencontrées dans cette région lorsqu'on veut s'attaquer efficacement au VIH et au SIDA, surtout à une époque où les crédits affluent pour la lutte contre l'épidémie. Après ma visite au Malawi en début d'année avec Suma Chakrabarti (Secrétaire permanent du Département pour le développement international du Royaume-Uni), le Secrétariat de l'ONUSIDA a travaillé en étroite collaboration avec d'autres institutions, notamment le PNUD, l'OMS, la Banque mondiale, des organismes bilatéraux et des gouvernements nationaux, afin de mobiliser une riposte concrète mondiale et nationale au défi posé par la question des ressources humaines. Au Forum de haut niveau qui s'est tenu à Abuja il y a deux semaines sur l'élément santé des Objectifs de Développement pour le Millénaire, et où des discussions en profondeur et très circonstanciées ont eu lieu à ce sujet, j'ai été heureux d'apprendre que les choses bougent dans des pays comme la Zambie et le Malawi, et que les instances bilatérales commencent à lancer des initiatives. Le gouvernement de Norvège a offert d'héberger une réunion en janvier où les grandes lignes d'un plan d'action préparé par l'OMS et la Banque mondiale seront développées pour constituer un ordre du jour ambitieux visant à intensifier les changements.

Faisons de 2005 l'année où nous nous prendrons à bras le corps ce problème si important, où les gouvernements du Nord comme ceux du Sud s'engageront à freiner l'exode des personnels qualifiés, où les donateurs s'efforceront de fournir une formation à ceux qui seront mieux à même de faire face aux besoins de leurs pays. Parce que nous devons lutter contre le VIH, nous avons l'obligation de progresser dans ce domaine et le Secrétariat de l'ONUSIDA est prêt à respecter pleinement ses engagements. Le PNUD a également lancé une Initiative sur les capacités en Afrique australe (SACI) qui travaille à renforcer le potentiel humain de l'Afrique dans tous les secteurs. Cette initiative, ainsi que les résultats obtenus par le PNUD en matière de réforme administrative peuvent apporter beaucoup lorsque nous tenterons de briser les nombreux freins qui s'opposent au développement du potentiel de ressources humaines.

Les « Trois Principes »¹

Une des mesures les plus importantes prises en 2004 a été la signature de l'accord sur les « Trois Principes », qui a été entériné par tous les donateurs à Washington D.C en avril. Le Conseil de Coordination du Programme a fortement recommandé en juin dernier que l'ONUSIDA assure le leadership de la mise en œuvre des « Trois Principes » et, demain, nous aurons l'occasion de discuter de cette question plus avant.

Toutefois, en raison de l'extrême priorité que le Secrétariat et moi-même accordons au « Trois Principes », je saisis cette occasion de souligner quelques-uns des points marquants de notre action, j'entends par là des défis, que nous allons devoir affronter. Depuis le mois de juin, nous avons élaboré quatre objectifs clés :

1. Dresser le bilan de l'état actuel des efforts d'harmonisation réalisés à l'échelon des pays et identifier les modèles qui enregistrent des réussites ;
2. Intensifier l'appropriation du plan d'harmonisation par les pays;
3. Fournir un soutien concret aux mécanismes d'harmonisation ; et
4. Renforcer les mécanismes de suivi et de rapports – ce qui correspond au troisième principe.

J'ai également commencé une tournée de visites conjointes avec le Directeur exécutif du Fonds mondial de lutte contre le SIDA, la Tuberculose et le Paludisme afin de contribuer à la promotion d'une plus grande harmonisation – je pense que la première de ces visites, qui nous a conduit en septembre en Ethiopie, a été très fructueuse et a réaffirmé l'intensification de la collaboration entre le Secrétariat et plusieurs Coparrainants et le Fonds. Je rendrai également une visite conjointe avec les ministres et les hauts responsables de plusieurs donateurs et la Banque mondiale aux pays recevant une aide de bailleurs de fonds multiples.

L'ONUSIDA mène actuellement des enquêtes circonstanciées dans dix pays et sélectionne ceux qui, non seulement, fournissent des exemples d'harmonisation de la lutte contre le SIDA, mais mettent aussi en lumière les obstacles qu'ils doivent surmonter.

Un des défis les plus importants que nous avons devant nous est de continuer à nous assurer le soutien de la société civile, ainsi que sa collaboration en ce qui concerne les « Trois Principes ». Cela signifie avant tout nous devons assurer la participation active de la société civile à chacun des « Trois Principes ».

Afin de réaliser des progrès dans le domaine du troisième principe, c'est-à-dire dans la mise en place d'« un système de suivi et d'évaluation à l'échelon des pays », nous créons actuellement, conjointement avec le Fonds mondial, le PEPFAR, la Banque mondiale et l'OMS, un service commun de suivi et d'évaluation.

¹ Les Trois Principes pour la coordination des ripostes nationales au SIDA

- **Un** cadre d'action contre le SIDA, qui offre une base pour la coordination des activités de tous les partenaires.
- **Une** instance nationale de coordination de la lutte contre le SIDA, à représentation large, multisectorielle.
- **Un** système de suivi et d'évaluation à l'échelon pays.

Orientation des politiques et initiatives programmatiques

En outre, le Programme commun a poursuivi l'élaboration de l'ordre du jour des politiques internationales de lutte contre le SIDA, et je vous donnerai un aperçu de quelques-uns de ses aspects marquants.

En juin, nous avons émis de nouvelles directives politiques concernant le dépistage du VIH, qui soulignent l'importance de la continuité de l'offre du test VIH dans le cadre des dispensaires, en particulier dans les pays où la prévalence est élevée, et en combinaison avec les services de conseil et de soutien, parallèlement au test et conseil volontaires « classique ».

L'Initiative « 3 millions d'ici 2005 » et l'accès au traitement contre le VIH

La pièce maîtresse des activités de l'ONUSIDA et de ses Coparrainants en vue d'étendre l'accès au traitement contre le VIH est l'Initiative « 3 millions d'ici 2005 » (soit trois millions de personnes traitées en 2005) menée par l'OMS. Au cours des derniers 6 mois, l'OMS et ses partenaires, y compris le Secrétariat de l'ONUSIDA ont poursuivi leur aide aux pays pour élaborer des stratégies d'élargissement de la diffusion du traitement contre le VIH, et continué à dispenser des conseils sur des questions telles que le financement des services de traitement contre le VIH, et l'égalité d'accès au traitement. Outre son processus de préqualification des ARV, l'OMS a adopté un certain nombre de stratégies visant à élargir la gamme de médicaments contre le VIH disponibles dans les pays. Dans le cadre de son processus de qualification, l'OMS a adopté des stratégies d'élargissement de la gamme de médicaments dont pourront disposer les pays, y compris le processus de qualification lui-même et la diffusion d'orientations en matière d'homologation des produits et de portée des brevets dans les pays à revenus faibles et moyens. En outre, l'OMS et l'ONUSIDA ont entamé des négociations avec l'industrie pharmaceutique afin d'augmenter la distribution de médicaments à prix réduit dans les pays à revenus moyens. Au début l'année prochaine, l'OMS, le PEPFAR et le Fonds mondial fourniront, avec le soutien de l'ONUSIDA, des données actualisées sur le nombre de personnes ayant actuellement accès au traitement contre le VIH. La prévention de la transmission mère-enfant demeure une composante à part entière de l'élargissement de l'accès au traitement contre le VIH. En juillet dernier, l'OMS et l'ONUSIDA ont édicté de nouvelles directives sur les régimes thérapeutiques et travaillent actuellement de concert avec l'UNICEF et les pays afin de faciliter leur mise en œuvre.

Les orphelins et les enfants vulnérables

L'UNICEF, en tant que Coparrainant de l'ONUSIDA menant les activités relatives aux orphelins et enfants vulnérables, a lancé un cadre d'action dans ce domaine lors de la Conférence sur le SIDA de Bangkok, lequel a été mis au point après de nombreuses consultations avec les donateurs multilatéraux et bilatéraux, les gouvernements nationaux et la société civile. Ce cadre d'action est maintenant utilisé en tant que base des activités dans les pays, coordonnée par l'UNICEF et, à ce titre, constitue le fondement sur lequel reposent les activités de l'UNICEF menées ici, dans les Caraïbes, dont je vous ai parlé antérieurement.

La gestion des ressources

L'ONUSIDA a créé le Consortium mondial pour la localisation des ressources en 2002, afin de pouvoir assurer le suivi des flux de ressources en faveur de la lutte contre le SIDA. En juillet 2004, deux rapports ont été présentés à la Conférence sur le SIDA de Bangkok résumaient les données disponibles les plus récentes concernant les dépenses en faveur de la lutte contre le SIDA de toutes provenances

– y compris les bailleurs de fonds et les gouvernements nationaux- dans les pays à revenus faibles et moyens. Selon les projections, les ressources annuelles de toutes provenances passeront de 4,8 milliards de dollars US en 2003 à 10 milliards en 2007. De plus amples informations sont consignées dans le rapport « Financer la riposte élargie au SIDA » qui est distribué à la présente réunion du CCP.

Au cours des six derniers mois, l'ONUSIDA, travaillant par l'intermédiaire du Consortium mondial pour la localisation des ressources, a renforcé sa capacité de contrôle des ressources de niveau national qui sont consacrées à la lutte contre le SIDA. Une meilleure compréhension des flux de ressources à l'échelon des pays milite pour la promotion d'une meilleure harmonisation du financement de la lutte contre le SIDA. Des analyses du budget des dépenses consacrées au SIDA ont été réalisées dans quatre pays africains et dans cinq pays d'Amérique latine. La comptabilité des budgets nationaux consacrés au SIDA dans trois pays d'Afrique australe, trois pays des Caraïbes et un pays d'Asie du Sud-Est sera bouclée en fin d'année. Les résultats des analyses des dépenses nationales provenant de trente-deux pays seront disponibles en février de l'année prochaine.

Des scénarios pour l'Afrique

Le projet « Des scénarios pour l'Afrique » mené par l'ONUSIDA, Shell et un certain nombre d'organisations régionales et mondiales est dans sa phase de conclusion, et l'on espère pouvoir le lancer pendant le premier trimestre de 2005. Pour préparer ce lancement, un programme d'information sur le processus d'élaboration des scénarios et les scénarios à l'intention des parties prenantes les plus importantes et des partenaires est déjà en cours, et comprend la Banque africaine de Développement et le PNUD. Entre aujourd'hui et le mois de mars, les dirigeants africains recevront aussi des informations sur les résultats de ce projet.

Le SIDA et la sécurité

Nos activités sur le SIDA et la sécurité se sont considérablement développées, tant auprès des personnels en uniforme de 71 pays qu'au cours de toutes les opérations de maintien de la paix qui ont été organisées suite à la Résolution 1308 du Conseil de Sécurité des Nations Unies. Ainsi, l'opération de maintien de la paix en Haïti a comporté dès le début une composante active de prévention du VIH résultant de nos activités. Nous avons maintenant commencé à travailler avec les opérations toujours plus nombreuses de maintien de la paix de l'Union africaine.

Initiative mondiale des médias contre le SIDA

Lancée par le Secrétaire général des Nations Unies au début de cette année, l'Initiative des médias contre le SIDA, à laquelle participent la famille de l'ONUSIDA et la Fondation Kaiser Family, suscite un intérêt accru de la part des dirigeants des médias dans le monde à l'égard de la riposte au SIDA. Ainsi, en octobre, un Sommet des médias s'est tenu à Moscou dans le but de développer les stratégies régionales visant à inclure des messages concernant le SIDA dans la presse télévisuelle, écrite et radiophonique. Plus récemment, la chaîne MTV – partenaire de l'ONUSIDA depuis longtemps – a tenu un sommet de création au Siège de l'ONU en décembre afin d'identifier des approches innovantes qui permettraient d'incorporer des émissions sur le SIDA dans la programmation.

Points de l'ordre du jour sur les thèmes du CCP

Les deux points de l'ordre du jour sur les thèmes du présent CCP – femmes et SIDA et prévention du VIH – sont deux excellents exemples du leadership de l'ONUSIDA en matière de politiques où l'engagement du CCP revêt une importance primordiale tant pour la formulation des objectifs stratégiques de l'ONUSIDA que pour la

mobilisation de l'engagement et de l'action. Ce sera pour nous une priorité permanente en 2005, et nous fournirons des orientations appropriées en temps voulu sur les principales questions aujourd'hui d'actualité, à savoir la gouvernance, les orphelins et les aspects macroéconomiques.

Les femmes et le SIDA

Les femmes supportent toujours une part disproportionnée de la crise du SIDA et, l'année dernière, l'ONUSIDA a créé la Coalition mondiale sur les femmes et le SIDA, et réuni à cette occasion des acteurs clés de Nations Unies, des gouvernements et de la société civile, afin d'intensifier l'attention portée aux besoins spécifiques des femmes. Nous tiendrons le CCP informé des progrès réalisés par la Coalition et nous ne manquerons pas de suivre les orientations du Comité concernant les stratégies futures.

Notamment,

- a) Inscrire les questions concernant les femmes, les jeunes femmes et le SIDA aux ordres du jour des politiques et des efforts de développement :
- b) Prier instamment ceux qui élaborent les stratégies de prévention et de traitement de garder à l'esprit les besoins et les réalités des femmes (une approche très simple est essentielle mais pourrait ne pas suffire pour un grand nombre de femmes), et
- c) Promouvoir l'intégration, en tant qu'éléments essentiels de la riposte au SIDA, de mesures visant à réduire la violence à l'encontre des femmes, à protéger leurs biens et leurs droits de succession et à s'assurer qu'elles ont accès à l'éducation.

Les réalisations de la Coalition et de ses partenaires ont débuté dès sa création. Je vous en donnerai quelques exemples. Le Secrétariat de l'ONUSIDA et l'UNFPA ont lancé, avec l'UNIFEM, un rapport conjoint à la Conférence de Bangkok intitulé « Les femmes et le VIH/SIDA : faire face à la crise » qui lance un appel urgent à l'action pour combattre la triple menace de l'inégalité des sexes, de la pauvreté et du SIDA.

Très récemment, les « [16 Jours d'activisme contre la violence faite aux femmes](#) » qui se sont déroulés entre le 25 novembre et le 10 décembre, ont pour la première fois pris pour thème, la santé des femmes, le VIH et le SIDA et la violence faite aux femmes. Le Centre pour le leadership mondial des femmes qui mène cette campagne est récemment devenue une des institutions habilitées à organiser les réunions de la Coalition mondiale, avec l'OMS et Amnesty International en ce qui concerne les activités de la Coalition contre la violence à l'encontre des femmes.

Prévention

D'énormes progrès ont été faits récemment dans la focalisation de l'attention mondiale sur la nécessité d'élargir l'accès au traitement du VIH ainsi qu'aux soins et au soutien qui doivent être prodigués aux personnes infectées. Mais il est important que ces efforts fassent partie des stratégies complètes de lutte contre le SIDA faisant contrepoids à la prévention et au traitement du VIH.

Comme je l'ai signalé dans mon discours au CCP à Genève en juin, l'ONUSIDA élabore actuellement une stratégie de prévention du VIH afin de susciter la même passion et le même intérêt que le traitement avait attirés à juste titre au cours des années récentes. Nous établirons les jalons de la stratégie – vous aurez déjà reçu à ce sujet un document intitulé *Intensification de la prévention du VIH – Fondements d'un cadre stratégique* – qui propose un processus de consultation en trois parties pour finaliser l'élaboration de la stratégie mondiale de prévention du VIH. Nous

serons heureux de recevoir des orientations de la part du CCP sur un certain nombre de questions, notamment

- a) L'identification du rôle spécifique que l'ONUSIDA peut jouer dans la revitalisation du programme de prévention du VIH ;
- b) La définition de jalons, d'objectifs et de rôles essentiels pour les 12 prochains mois en vue de faire avancer le programme de prévention du VIH ; et
- c) Encouragement aux pays à exploiter la synergie qui existe entre la prévention et le traitement du VIH lors de l'intensification de programmes complets de lutte contre le SIDA.

Les priorités en 2005

2005 doit être une année de mise en œuvre sur tous les fronts de la lutte contre le SIDA. Au cours des six derniers mois, nous avons vu, je crois, une prise de conscience collective du fait qu'il ne suffit plus de demander plus de ressources, plus de leadership et plus d'action. Nous devons désormais prouver que d'investir dans la riposte au SIDA, peut produire des avantages importants : en d'autres termes, « faire travailler l'argent » doit signifier que chaque stratégie, chaque programme et chaque intervention aura à cœur d'obtenir des résultats. Telle sera donc la priorité absolue de l'ONUSIDA en 2005. Accroître notre appui aux pays et intensifier nos plans d'harmonisation sont deux composantes de cette priorité.

La focalisation sur la mise en œuvre est essentielle à deux titres :

Premièrement, nous avons maintenant la responsabilité de faire en sorte que les populations bénéficient des services éprouvés et efficaces dont ils ont besoin, qu'il s'agisse de traitement du VIH, de prévention, de secours aux orphelins, ou de pallier aux conséquences de la maladie.

Deuxièmement, nous ne pouvons tenir pour acquis l'intérêt que le monde porte actuellement au SIDA : produire des résultats sera une des premières conditions de la durabilité et de l'accroissement du financement de la lutte contre le SIDA.

Toutefois, nous savons qu'en dépit de l'accroissement des ressources ces dernières années, les investissements en faveur du SIDA sont encore insuffisants. En 2005, l'ONUSIDA et ses partenaires poursuivront leurs travaux de mise sur pied d'un consensus sur les besoins mondiaux et nationaux en financements liés au SIDA, qui devrait favoriser la mise en service en 2005 du mécanisme de Réapprovisionnement volontaire du Fonds mondial de lutte contre le SIDA, la Tuberculose et le Paludisme, présidé par le Secrétaire général des Nations Unies.

Le système des Nations Unies continuera de soutenir la capacité de mise en œuvre dans les pays, grâce aux mesures suivantes :

- En concrétisant les « Trois Principes » sur le terrain afin d'aider les pays à mieux gérer leur riposte au SIDA ;
- En facilitant l'accès à l'appui technique ou en le fournissant
- En identifiant les lacunes de la capacité et en aidant les pays à trouver les moyens de les combler
- Par le suivi et l'évaluation
- En procurant des financements par le biais de subventions et de prêts, principalement de la Banque mondiale ;
- Et en fournissant des orientations pour la mise en œuvre des politiques.

Les Coparrainants de l'ONUSIDA mèneront des stratégies spécifiques en tant que partie intégrante du programme de mise en œuvre : ainsi l'OMS s'occupera de

l'initiative « 3 millions d'ici 2005 », l'UNICEF des activités en faveur des orphelins, l'UNESCO de l'éducation pour la prévention, le PNUD de la gouvernance et des capacités en ressources humaines, le HCR de la lutte contre le VIH parmi les réfugiés, l'UNFPA du lien entre la santé reproductive et le VIH, l'ONUSIDA de la consommation de drogues, le PAM de l'alimentation en relation avec le VIH, l'OIT du renforcement des ripostes au VIH sur les lieux de travail et la Banque mondiale du Programme Multi-Pays VIH/SIDA pour l'Afrique ainsi que d'autres mécanismes de financement de la lutte contre le SIDA.

Le programme politique international nous offre une occasion rêvée de maintenir le haut profil dont bénéficie le SIDA, notamment lors du Sommet pour la mise à jour des Objectifs de Développement pour le Millénaire à New York en septembre de l'année prochaine. L'investissement dans la lutte contre le SIDA doit être inextricablement lié aux activités menées en vue d'atteindre d'autres objectifs plus larges de développement pour le millénaire. Il faudra attirer l'attention sur le caractère exceptionnel du SIDA – le VIH ne doit pas être un objectif parmi beaucoup d'autres Objectifs de développement pour le Millénaire. C'est une maladie qui ne ressemble à aucune autre. L'acceptation de ce fait ainsi que la révision de la Déclaration des Nations Unies sur le VIH/SIDA, lors de l'Assemblée générale des Nations Unies en juin seront au centre des débats à ce Sommet.

Si nous pouvons nous fier à l'expérience que nous avons acquise, nous pourrions faire état de progrès en 2006, mais il nous faudra faire un effort significatif en 2005 si nous voulons atteindre les objectifs que les Etats Membres ont eux-mêmes fixés.

En outre, le mécanisme de Réapprovisionnement volontaire du Fonds mondial, présidé par le Secrétaire général, hébergera deux réunions l'année prochaine en Suède et au Royaume-Uni, qui détermineront dans une large mesure l'ampleur à moyen terme des financements mis à disposition du Fonds.

Afin de faciliter les programmes de financement et d'harmonisation pour 2005, l'ONUSIDA co-organisera avec le Royaume-Uni début mars à Paris une réunion en marge du deuxième Forum de haut niveau CAD/OCDE sur l'harmonisation et l'alignement pour l'efficacité de l'aide.

Les implications de la Gouvernance de l'ONUSIDA

Pour remplir son rôle dans le domaine de la mise en œuvre de la lutte contre le SIDA, l'ONUSIDA – et en particulier le Secrétariat – devra continuer à évoluer.

Au début de cette année, le HCR a rejoint l'ONUSIDA, ce qui porte à dix le nombre d'organismes coparrainants. C'est là un développement positif qui souligne encore la mesure dans laquelle les Nations Unies ont intériorisé le défi considérable que représente le SIDA pour le développement, ainsi que leur engagement vis-à-vis d'une riposte commune.

Mais le fait de constituer un programme comportant 10 Coparrainants entraîne de nouveaux défis. Notre structure de gouvernance, en particulier le Comité des Organismes coparrainants (COC), avait été créée sur la base de six Coparrainants. Nous devons maintenant commencer à poser la question difficile, mais inévitable, de l'amélioration de la gouvernance interne du système des Nations Unies, que ce soit au niveau mondial (par le Comité des Organismes coparrainants), au niveau régional (par le Forum des Directeurs régionaux) et à l'échelon national (par les Groupes thématiques des Nations Unies sur le VIH et le SIDA).

Cela met également en relief la difficulté d'assurer une programmation commune efficace au sein Nations Unies et à l'échelon des pays. Dans l'ensemble, le travail de chacun des Coparrainants est clairement défini – du moins en théorie, si ce n'est pas toujours le cas dans la pratique. Il importe de souligner que l'ensemble du système des Nations Unies a fait de grands progrès d'harmonisation de ses efforts, en particulier grâce au Groupe de développement des Nations Unies et à la Banque mondiale. Mais il reste encore beaucoup à faire. Les partenaires se plaignent souvent de ne pas avoir d'interlocuteur unique auquel ils pourraient s'adresser pour obtenir facilement un soutien des Nations Unies en matière de SIDA, que chaque institution continue à mener des projets qui ne sont pas reliés à un plan approuvé par l'ensemble des Nations Unies, qu'il se heurtent à la concurrence lorsqu'ils veulent obtenir des crédits, et que des campagnes et des publications distinctes sur un thème identique portent le logo d'un même Coparrainant. La nécessité apparaît donc de traduire les progrès de l'harmonisation au sein des Nations Unies au niveau mondial par un unique « Programme des Nations Unies sur le SIDA » dans les pays. Les nouveaux instruments de programmation des Nations Unies dans les pays auxquels le Groupe de développement des Nations Unies a donné son accord, fournissent des opportunités inédites qui ne sont pas encore pleinement exploitées. En outre, nous créons de plus en plus des équipes « virtuelles » sur le SIDA, pour lesquelles nous avons commencé à rassembler du personnel, comme c'est le cas entre le Secrétariat de l'ONUSIDA et le Bureau régional de l'UNICEF pour l'Amérique latine et les Caraïbes.

Il faut toutefois souligner que des incitations financières sont parfois offertes par les bailleurs de fonds à des institutions pays et qu'elles contredisent les accords d'harmonisation passés par le même donateur.

Ce nouvel environnement amène aussi, je crois, le Conseil de Coordination du Programme lui-même à devoir faire face à des changements. La création d'un bureau du CCP est donc la bienvenue, en ceci qu'elle facilite la mise au point du programme futur du CCP. En outre, le Conseil de Coordination est désormais fermement établi en tant que premier forum mondial sur les politiques de lutte contre le SIDA. Je pense que ce rôle porte en lui un énorme potentiel de développement : il existe un besoin urgent d'une pensée commune en ce qui concerne le SIDA, y compris sur les questions émergentes actuellement, telles que la sécurité, la gouvernance et les aspects macroéconomiques ainsi que les politiques fiscales. Enfin, l'environnement dans lequel nous opérons évolue encore rapidement, ce qui crée des opportunités sans précédent, mais aussi la nécessité de s'adapter aux nouveaux défis.

Afin de pouvoir remplir son rôle avec davantage d'efficacité, le Conseil et le Bureau du CCP souhaiteraient peut-être examiner deux domaines. Mes suggestions sont en partie inspirées par mon expérience en tant que membre du Conseil du Fonds mondial de lutte contre le SIDA, la Tuberculose et le Paludisme, où j'ai pu observer la forte appropriation par le Conseil de l'organisation et la mise en œuvre de méthodes inspirées du monde des affaires.

Premièrement, j'ai été particulièrement frappé par le fait que la profondeur de l'engagement et de la représentation étaient renforcés par le fonctionnement par groupes interposés – qu'il s'agisse de groupes de pays ou de représentants de la société civile.

Deuxièmement, il conviendrait peut-être de se poser la question de savoir si la fréquence des réunions du CCP est adaptée aux besoins du Programme, qui doit travailler dans un environnement où les changements vont très vite.

Budget-plan de travail intégré

Le Budget-plan de travail intégré (BPTI) est le point central de l'amélioration de la collaboration et de la cohérence de la riposte des Nations Unies au SIDA.

Aujourd'hui, j'ai le plaisir d'annoncer, sur la base des projections, que le budget biennal en cours a augmenté pour la partie 2004, et je saisis l'occasion qui m'est offerte de remercier tous les donateurs pour la confiance et le soutien qu'ils nous témoignent sans jamais faillir.

Nous travaillons actuellement avec nos 10 Coparrainants à la préparation du Budget-plan de travail intégré pour la période biennale 2006-2007.

Je pense, enfin, que nous avons atteint un tournant dans le financement de l'ONUSIDA. Alors que les niveaux des BPTI, que ce soit pour les organismes coparrainants et les activités interinstitutions, ont tous augmenté au fil des années, le niveau de financement du Secrétariat est demeuré stable. Le Secrétariat continuera sa politique d'identification et de réorientation de ses activités et de son personnel afin d'être à même de remplir l'ensemble de tâches que lui a assignées le CCP, mais le temps est venu de se préoccuper de savoir si l'ONUSIDA, et notamment le Secrétariat, dispose d'assez de crédits pour exécuter l'essentiel de son mandat, comme nous l'avons mentionné précédemment, ainsi que divers domaines de grande importance, notamment le suivi et l'évaluation, l'harmonisation, les questions touchant les femmes et le SIDA, la prévention du VIH et les implications du SIDA pour la sécurité. Nous devrions donc selon moi penser sérieusement à accroître le budget du Secrétariat – et je serais heureux de connaître l'opinion du CCP sur cette question.

Conclusion

Je dirai pour conclure que,

Alors que nous entrons dans l'année 2005, une des réalités du SIDA nous frappe toujours par son évidence : Cette épidémie à développement rapide demande une riposte tout aussi rapide. La nouvelle phase de la riposte mondiale dans laquelle nous entrons aujourd'hui sera marquée par l'ampleur du travail qui nous attend pour mettre en place, avec plus d'efficacité et plus d'authenticité, une action harmonisée fondée sur le leadership et les besoins des pays. Le rôle de facilitateur et d'intermédiaire que jouera l'ONUSIDA est un élément vital de la réussite – et le Programme de Coordination est un élément vital de l'ONUSIDA.

Je me réjouis de nos délibérations et de vos décisions concernant les questions importantes que nous aurons à discuter au cours de ces deux prochains jours.

Je vous remercie.